

# Interview



**Joël Giraud**

Député  
des Hautes-Alpes

**À la suite des premières réponses apportées par le plan Avenir Montagnes lancé en 2021 et presque exclusivement à destination des stations de sports d'hiver, Joël Giraud avait reçu du gouvernement une lettre de mission afin de définir les conditions et les possibilités de développement économique de toutes les filières montagnardes en alternative au modèle ski. Remis à la Première ministre en septembre 2023 et présenté lors du Salon Mountain Planet le 18 avril, le rapport de Joël Giraud, député des Hautes-Alpes, émet trente-quatre propositions « Pour une montagne vivante en 2030 ». L'ancien ministre considère que « la montagne est un enjeu national ».**

## « On ne peut pas laisser la montagne seule face à son destin »

### Comment avez-vous travaillé pour établir ce rapport ?

**Joël Giraud :** Je suis parti d'un état des lieux effectué dans l'ensemble des massifs. Pour cela, j'ai rencontré de très nombreux acteurs très mobilisés pour assurer un avenir à leur territoire. J'ai toutefois dû constater qu'il y a quelques collectivités qui sont encore dans le déni du changement climatique. Ce sont souvent des maires qui ont développé leur commune autour du seul ski alpin. C'est pour cela que j'ai voulu, dans ce rapport, qu'on parle d'une montagne vivante en 2030 et pas simplement des problèmes touristiques liés au ski alpin et au ski de fond. J'ai orienté le rapport en faisant une classification par types de stations. Il y a celles où il faudra tout abandonner mais, dans ces cas-là, il faudra abandonner la dette aussi. Même chose pour les stations dont une partie sera mieux positionnée afin de continuer à être exploitées. Là encore, ce sont des stations qu'il faut aider dans leur reconversion et qui auront besoin d'un allègement au niveau de leur fiscalité. Il est nécessaire que ces stations puissent réinvestir dans un modèle mixte.

### Que pensez-vous du dernier rapport de la Cour des comptes sur les stations de ski ?

**J. G. :** Son seul mérite est de faire en sorte que plus personne ne soit dans le déni. En revanche, ses conclusions à partir d'un éventail de stations ne sont pas acceptables. Non, le ski, ce n'est pas fini. Et puis, la Cour des comptes, elle a aussi le droit de se tromper. Son rapport sur les stations de ski me rappelle étrangement celui qu'elle avait fait sur la SNCF et les trains de nuit. Souvenez-vous : la

Cour des comptes préconisait la suppression intégrale des trains de nuit... À cause de ce genre de recommandation, la France a pris une fois de plus trente ans de retard alors que, dans d'autres pays, les trains de nuit ont continué à très bien fonctionner.

### Quelles sont vos principales recommandations ?

**J. G. :** J'ai demandé que l'on prenne des mesures très rapides sur le problème de la construction en montagne. Nous sommes dans des zones où, si l'on veut que de nouvelles économies puissent s'instaurer, il faut que

---

**Pour  
une montagne  
vivante en  
2030**



**L'ancien ministre considère que « la montagne est un enjeu national ».**

---

les gens puissent y habiter. Or, on est arrivé à des situations où le prix du foncier est abominable et où l'on a construit des unités touristiques nouvelles (UTN) à une altitude de plus en plus élevée de façon à ce qu'il y ait un meilleur accès aux produits « neige ». Du coup, on a du bâti qui est hors de toute norme environnementale. Je prône avant tout que l'on fasse une pause sur ces UTN et que l'on reprenne les programmes de réhabilitation des logements existants, y compris en réorientant certains vers



↳ Les Deux Alpes (38)

le logement permanent, en utilisant par exemple MaPrimeRénov' qui est un instrument que l'on doit pouvoir employer sur du bâti touristique, en particulier si on veut transformer des passoires thermiques pour en faire des logements permanents. Je préconise aussi que l'on utilise en montagne des politiques publiques du type de l'Agence nationale pour la rénovation urbaine. Parce qu'il faut absolument que l'on revienne à une économie d'habitation et cela implique que la vie soit agréable. Le volet Gemapi est également très important. Quand on voit les catastrophes qui se sont récemment produites dans plusieurs massifs, on se rend compte que la vie peut s'arrêter lorsque les infrastructures sont détruites. Et, en l'espèce, on ne peut pas laisser la montagne seule face à son destin.

### Tout cela, est-ce suffisant pour que l'économie de montagne prospère en dépit des évolutions climatiques ?

**J. G. :** Effectivement, elle ne sera florissante que s'il y a des emplois à l'année avec des clusters et des programmes tels que « territoire d'industrie », notamment pour les filières

bois et agroalimentaire. En outre, il faudrait peut-être mettre en place une école de formation « spécificités montagne » puisque ce sont des questions essentiellement montagnardes.

### Quels sont aujourd'hui les principaux leviers de développement ?

**J. G. :** La gouvernance de la montagne doit changer un peu de braquet. Pour chaque proposition, j'ai fléché un fonds qui existe mais qui, à l'heure actuelle, est plus généraliste. Pour autant, il faut quand même qu'il y ait dans tout cela une animation nationale comme une « direction interministérielle montagne », avec un référent dans chaque ministère. J'ai aussi demandé que soit élaborée une feuille de route de l'État pour la transition de l'économie des territoires de montagne qui serait gérée par un réseau préfectoral dédié à la montagne. Certes, cela existe mais cela marque parfois le pas. Il faut en tout cas renforcer le rôle stratégique des comités de massif qui comprennent des acteurs associatifs et économiques. Pareillement, les États généraux du tourisme durable ont fonctionné avec de vraies réflexions, de vrais dialogues et de vraies décisions

communes sur un certain nombre de sujets. Il n'est pas utopique de vouloir généraliser cette dynamique.

### Que pensez-vous de la montagne quatre saisons ?

**J. G. :** L'expression me hérisse le poil parce que, au niveau touristique, il n'y aura jamais quatre saisons en montagne. Il y aura deux saisons élargies.

### Enfin, comment se dessine la montagne à l'horizon 2100 ?

**J. G. :** Je pense très sincèrement que les vallées alpines du nord de l'Italie, d'Autriche ou de Suisse sont mieux armées, précisément parce qu'elles ont su construire une économie bâtie sur un certain nombre d'équilibres entre des productions locales et le fait d'habiter local. À la différence de nous, elles n'ont pas tout misé sur un seul modèle touristique. Il nous faut donc agir vite. Dans mon rapport, j'ai indiqué 2030, donc beaucoup plus tôt que 2100, parce que, si les décisions ne sont pas prises maintenant, on est mort.

